

ORDRE DU JOUR

I – Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 09 mars 2022

II – COMMISSION FINANCES, ECONOMIE, COMMERCE, ARTISANAT, INDUSTRIE ET TOURISME

015/2022 - Adoption du Budget Primitif 2022 – Ville et annexes

Synthèse du Budget Primitif 2022

016/2022 - Fixation des taux d'imposition

017/2022 - Subvention au complexe touristique de Clarens

018/2022 - Indemnités de fonction pour un conseiller municipal délégué

019/2022 - Majoration des indemnités de fonctions

020/2022 - Cession d'une parcelle communale

021/2022 - Projet d'implantation d'ombrière solaire photovoltaïque

022/2022 - Demande de dénomination en commune touristique

III – COMMISSION SPORT – LOISIRS – ASSOCIATIONS

023/2022 - Demandes de subventions dans le cadre du nouveau plan de soutien au milieu associatif

Convention d'objectifs avec une association sportive USC

IV – QUESTIONS DIVERSES

PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE DU 07 AVRIL 2022

Le sept avril deux mille vingt-deux à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 1^{er} avril 2022, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, M. DUCASSE, Mme GIRARD, M. MARQUET, Mme MONTIGNY-CAPIES, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. GARBAY, Mme DE BRITO, M. REMAUT, Mme COSTA, M. DUBOUILH, M. PAGA, Mme SAUX, Mme TAUZIN, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : M. DOUCET a donné pouvoir à M. DUCASSE, M. ARZENTON a donné pouvoir Mme GIRARD, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme ARMELLINI, M. LANZUTTI a donné pouvoir à Mme CASTILLO, M. DURRIEU a donné pouvoir à Mme DA COSTA FREITAS, Mme TOUTAIN a donné pouvoir à M. VERWEIRE.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme ESQUERRA

Secrétaire de séance M. DUCASSE.

Madame le Maire ouvre la séance et procède à l'appel.

Monsieur Ducasse est désigné comme secrétaire de séance.

I - Approbation du procès-verbal du Conseil municipal du 14 décembre 2021.

Le procès-verbal de la réunion du Conseil municipal du 09 mars 2022 est soumis au vote et adopté à l'unanimité.

II – COMMISSION FINANCES, ECONOMIE, COMMERCE, ARTISANAT, INDUSTRIE ET TOURISME

Objet :015/2022 - Adoption du Budget Primitif 2022 – Ville et annexes

Monsieur Marquet explique que des documents actualisés ont été remis sur table, car le montant de la DGF n'avait pas été transmis par les services de l'Etat au moment de l'envoi du dossier pour le Conseil municipal. Il rappelle que l'excédent de fonctionnement a baissé en 2021 et que par conséquent le budget primitif 2022 a été plus difficile à bâtir. Il s'est appuyé sur les services municipaux pour diminuer les dépenses sans mettre en péril la qualité des services proposés.

Il ajoute que les aménagements urbains seront poursuivis.

Le montant des recettes prévisionnelles du casino inscrites est prudent, à hauteur de 380 000 euros. Le début de l'année confirme la pertinence de cette prudence.

Par ailleurs, un emprunt de 500 000 euros sera souscrit auprès de la Banque Postale, à un taux très intéressant de 1,40 %. Il est supérieur au taux de l'emprunt SFIL renégocié il y a un an mais reste très bas.

En outre, il n'est toujours pas prévu d'augmentation d'impôt, pour la quinzième année consécutive.

Sur le plan des investissements, ils concerneront principalement les aménagements urbains, le city stade et les extensions de réseaux, pour faire face au dynamisme du secteur de l'immobilier.

Monsieur Marquet commente ensuite les budgets primitifs.

1- Budget Principal 2022

L'équilibre budgétaire du BP 2022 se présente ainsi :

	<i>DEPENSES</i>	<i>RECETTES</i>
<i>FONCTIONNEMENT</i>	7 370 826.86	7 370 826.86
<i>INVESTISSEMENT</i>	2 956 908.07	2 956 908.07
<i>TOTAL</i>	10 327 734.93	10 327 734.93

2- Budget annexe du camping de la piscine

L'équilibre budgétaire du BP 2022 se présente ainsi :

	<i>DEPENSES</i>	<i>RECETTES</i>
<i>EXPLOITATION</i>	60 741.08	60 741.08
<i>INVESTISSEMENT</i>	23 107.25	23 107.25
<i>TOTAL</i>	83 848.33	83 848.33

3- Budget annexe du complexe touristique

L'équilibre budgétaire du BP 2022 se présente ainsi :

	<i>DEPENSES</i>	<i>RECETTES</i>
<i>EXPLOITATION</i>	267 888.89	267 888.89
<i>INVESTISSEMENT</i>	114 562.90	114 562.90
<i>TOTAL</i>	382 451.79	382 451.79

En l'absence de questions, monsieur Marquet soumet les budgets au vote. Ils sont adoptés à l'unanimité.

Monsieur Marquet présente ensuite le rapport suivant :

Objet : Synthèse du budget primitif 2022

« L'article L2313-1 du code général des collectivités territoriales, modifié par la loi n°2015-992 du 7 août 2015, prévoit qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

La commune dispose de trois budgets :

- Le budget général, qui retrace la plupart des activités communales (administration, services techniques, politique de l'enfance, culture, équipements sportifs, espaces publics, etc.),
- Le budget du camping de la piscine,
- Le budget de la base de loisirs de Clarens.

Les chiffres clés du budget 2022 sont les suivants :

	Fonctionnement	Investissement	Total
Budget général	7 370 826.86	2 956 908.07	10 327 734.93
Camping de la piscine	60 741.08	23 107.25	83 848.33
Base de loisirs de Clarens	267 888.89	114 562.90	382 451.79

Le tableau suivant retrace les principales recettes et dépenses de fonctionnement du budget général :

Dépenses de fonctionnement	Recettes de fonctionnement
Frais de personnel et assim.	Recettes fiscales
Fournitures, frais de gestion, etc	Excédent de l'année n-1 (report à nouv.)
Subventions et contributions à verser	Dotations et participations
Intérêts de la dette à échéance	Produits des services, etc.

En chiffres par chapitres de dépenses, le budget 2022 est le suivant :

Dépenses :

Section de fonctionnement

Libellé	Crédits ouverts au budget 2022
Charges à caractère général	1 468 550
Charges de personnel et frais assimilés	3 748 592
Atténuations de produits	40 000
Autres charges de gestion courante	893 118.31
Charges financières	101 095
Charges spécifiques	400
Virement section d'investissement	898 771.55
Opérations d'ordre transfert entre sections	220 300
TOTAL	7 370 826.86

Section d'investissement

Libellé	Crédits ouverts au budget 2022
Déficit d'investissement reporté	12 274.07
Dotations, fonds divers et réserves	9 000
Subventions d'équipement versées	156 000
Immobilisations incorporelles	10 607
Immobilisations corporelles	2 161 182
Emprunts et dettes assimilées	600 000
Opération d'ordre transfert entre sections	7 845
TOTAL	2 956 908.07

Les recettes du budget général par chapitre :

Fonctionnement

Libellé	Crédits ouverts au budget 2022
Atténuations de charges	87 614.50
Produit des services, domaine et ventes	278 450
Impôts et taxes	4 330 991
Impositions directes	400 000
Dotations, subventions et participations	1 117 165
Autres produits de gestion courante	105 010
Excédent de fonctionnement reporté	1 043 751.36
Recettes d'ordre	7 845
TOTAL	7 370 826.86

Investissement

Libellé	Crédits ouverts au budget 2022
Dotations, fonds divers et réserves	806 685.05
Subventions d'investissement reçues	482 678
Emprunts et dettes assimilés	518 473.45
Produits de cession d'immobilisation	30 000
Recettes d'ordre	1 119 071.55
TOTAL	2 956 908.07

Les grandes orientations du budget général pour 2022 :

Le budget 2022 affichera une nouvelle fois une maîtrise des dépenses, en fonctionnement comme en investissement. La crise sanitaire a eu des répercussions en matière de recettes (produits des services publics, prélèvements sur le produit brut des jeux, etc.). Le casino a dû suspendre son activité durant plusieurs mois en 2021, alors même que la commune engageait son programme d'aménagements urbains.

Par mesure de précaution, une enveloppe de recettes sur le produit brut des jeux minorée à 380 000 euros a été inscrite. Ce montant est inférieur aux prélèvements sur les recettes du casino antérieures à la crise sanitaire.

Un emprunt de 500 000 euros sera souscrit. Pour autant, le volume de la dette poursuit sa décroissance.

Il n'y aura également aucune augmentation des impôts communaux, pour la quinzième année consécutive (ils ont baissé en 2014).

Les principaux investissements inscrits aux budgets pour 2022 :

- Travaux d'aménagements urbains
- Création d'un city stade
- Extension de réseaux

Les chiffres clés de la dette :

Au 31 décembre 2021, le capital restant dû de la dette du budget principal s'élève à 5 862 129 euros. Il s'agit d'un montant un peu plus élevé que celui d'une commune classique, mais contenu pour une commune touristique.

En 2022, l'annuité de la dette s'élèvera à 661 095 euros, dont 589 105 euros en capital et 71 990 euros en intérêts. Au mois de décembre 2022, le capital restant dû s'élèvera à 5 773 024 euros.

Les chiffres clés de la fiscalité :

Les taux des impôts communaux n'augmenteront pas en 2022 :

- Taxe d'habitation (pour les foyers encore soumis) : 16,52 %
- Taxe sur le foncier bâti : 49,70 %, dont 27,33 % du Département,
- Taxe sur le foncier non bâti : 59,14 % »

Objet :016/2022 - Fixation des taux d'imposition

Monsieur Marquet présente le rapport suivant :

« VU la loi n° 80.10 du 10 janvier 1980 modifiée, aménageant la fiscalité directe locale,
VU l'article L. 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales donnant compétence au Conseil Municipal pour régler les affaires de la commune,
VU les articles 1411, 1636 B sexies, 1636 B septies et 1640 C I à V du Code Général des Impôts,
VU le Budget Primitif de l'exercice 2022,
Madame le Maire propose de ne pas augmenter les taux de la fiscalité et fixer ainsi les taux de fiscalité directe locale 2022 comme suit :

	<i>Taux 2021</i>	<i>Taux 2022</i>
Taxe d'habitation (pour rappel non votée en 2021)	Non voté	Non voté
Taxe Foncière (bâti)	49,70 % (commune 22,37 %+ Département 27,33 %)	49,70 % (commune 22,37 %+ Département 27,33 %)
Taxe foncière (non bâti)	59,14 %	59,14 %

le produit attendu est inscrit au Budget Primitif 2022 :

- Fonction 01 « opérations non ventilables »
- Nature 73111 « impôts locaux - contributions directes ». »

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet :017/2022 - Subvention au complexe touristique de Clarens

Monsieur Marquet présente le rapport suivant :

« Le site de Clarens constitue avec l'établissement thermal et le golf un des équipements structurants de la politique touristique de la ville.

Toutefois, considérant les investissements nécessaires à l'ouverture de la seconde plage, et l'augmentation du fonctionnement induit, le budget annexe du complexe touristique de Clarens ne peut être équilibré sans une augmentation très élevée des tarifs. Cette augmentation compromettrait l'attractivité ainsi que l'avenir du site.

Aussi, Madame le Maire propose de voter une subvention de 66 504 € du budget général au budget annexe de Clarens afin d'équilibrer le budget 2022, les dépenses ne pouvant être financées sans une augmentation excessive des tarifs aux usagers.

La recette sera inscrite au compte 774 subvention exceptionnelle pour la somme de 66 504 € au budget Complexe touristique de Clarens.

La dépense sera inscrite au compte 6573641 « subventions aux budgets annexes et aux régies dotées de la seule autonomie financière » pour la somme de 66 504 € au budget principal. »

Madame le Maire propose d'adopter cette délibération.

Monsieur Marquet espère que les résultats de l'été permettront de minorer cette subvention.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet :018/2022 - Indemnités de fonction pour un conseiller municipal délégué

Madame le Maire présente le rapport suivant :

« La commune s'est engagée dans un programme ambitieux d'amélioration de la restauration scolaire afin d'atteindre les niveaux de qualité prévus par la loi EGalim (lutte contre le gaspillage, augmentation de la part de produits biologiques et locaux, développement durable, etc). Cette loi est entrée en application le 1^{er} janvier 2022 et induit une refonte en profondeur des process et modes d'organisation.

La conduite de cette politique nécessite d'y affecter un élu délégué. Je vous rappelle que l'octroi d'une délégation à un conseiller municipal relève des attributions du Maire, par arrêté, conformément à l'article L.2122-18 du code général des collectivités territoriales.

Madame de Brito a été désignée pour mener à bien ce projet.

Madame le Maire propose d'attribuer à madame de Brito une indemnité correspondant à 8 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique.

Cette indemnité sera prélevée sur les indemnités des adjoints, ce qui en modifie par conséquent leur montant. L'enveloppe globale reste inchangée, de sorte qu'il n'en résulte aucune conséquence budgétaire.

En conséquence, madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu les articles L.2123-20 à L.2123-24-1 du CGCT,

Vu le décret n°82-1105 du 23 décembre 1982 relatif aux indices de la fonction publique,

Vu le procès-verbal d'installation du Conseil municipal en date du 25 mai 2020 constatant l'élection du Maire et de huit adjoints au Maire,

Vu les arrêtés municipaux du 26 mai 2020 portant délégation de fonction aux adjoints,

Vu l'arrêté municipal du 20 janvier 2022 portant délégation à madame de Brito, conseillère municipale,

Considérant que la commune compte 4 636 habitants,

Considérant que pour une commune de 4 636 habitants, le taux de l'indemnité de fonction de Maire est fixé de droit à 55 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,

Considérant que pour une commune de 4 636 habitants, le taux de l'indemnité de fonction d'un adjoint (et d'un conseiller municipal titulaire d'une délégation de fonction) est fixé à 22 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,

Considérant l'obligation de respecter l'enveloppe indemnitaire globale composée du montant des indemnités maximales susceptibles d'être allouées au Maire et aux adjoints en exercice,

Considérant qu'il appartient au Conseil municipal de déterminer les taux des indemnités des adjoints et des conseillers municipaux pour l'exercice de leurs fonctions dans la limite des taux fixés par la loi,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide et avec effet à la date du 1^{er} mai 2022 :

- De fixer à compter du 1^{er} mai 2022 le montant des indemnités de fonction des adjoints, dans la limite de l'enveloppe indemnitaire globale, aux taux suivants :
 - o 1^{er} adjoint : 21 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,
 - o 2^{ème} adjoint : 21 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,
 - o 3^{ème} adjoint : 21 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,
 - o 4^{ème} adjoint : 21 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,
 - o 5^{ème} adjoint : 21 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,
 - o 6^{ème} adjoint : 21 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,
 - o 7^{ème} adjoint : 21 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,
 - o 8^{ème} adjoint : 21 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,
- D'attribuer à compter du 1^{er} mai 2022 une indemnité de fonction de 8 % du montant de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique à madame de Brito, conseillère municipale déléguée à la restauration municipale,
- Que les indemnités seront automatiquement revalorisées en fonction de l'évolution de la valeur du point de l'indice,
- Que les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget. »

**TABLEAU RECAPITULATIF DES INDEMNITES DE FONCTION DES
MEMBRES DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE ANNEXE A LA
DELIBERATION**

Indemnités du Maire :

Nom et prénom du bénéficiaire	% de l'indemnité (allouée en % de l'indice brut terminal de la fonction publique)	Total mensuel brut en euros
Castillo Julie	55	2 139,17

Indemnités des adjoints :

Nom et prénom du bénéficiaire	% de l'indemnité (allouée en % de l'indice brut terminal de la fonction publique)	Total mensuel brut en euros
1 ^{er} adjoint : Ducasse Laurent	21	816,77
2 ^{ème} adjoint : Girard Jocelyne	21	816,77
3 ^{ème} adjoint : Marquet Gilbert	21	816,77
4 ^{ème} adjoint : Montigny-Capes Carole	21	816,77
5 ^{ème} adjoint : Doucet Pascal	21	816,77
6 ^{ème} adjoint : Armellini Audrey	21	816,77
7 ^{ème} adjoint : Lafargue Patrick	21	816,77
8 ^{ème} adjoint : Da Costa Freitas Valérie	21	816,77

Indemnités des conseillers municipaux délégués :

Nom et prénom du bénéficiaire	% de l'indemnité (allouée en % de l'indice brut terminal de la fonction publique)	Total mensuel brut en euros
Conseiller municipal délégué : de Brito Audrey	8	311,15

Madame le Maire explique que l'indemnité de madame de Brito sera prélevée sur les indemnités des adjoints. L'enveloppe globale budgétaire reste donc la même. Elle rappelle

que la mission confiée à madame de Brito est considérable. Cette solution évite de recourir à un prestataire extérieur.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité. Madame de Brito n'a pas participé au vote.

Objet :018/2022 - Majoration des indemnités de fonctions

Madame le Maire résume le rapport suivant :

« Les Maires bénéficient à titre automatique, sans délibération, d'indemnités de fonction fixées selon le barème énoncé à l'article L 2123-23 du CGCT.

Les indemnités de fonction des adjoints sont en revanche votées par le Conseil municipal dans les limites prévues par la loi.

Toutefois, l'article 2123-22 du CGCT prévoit que les Conseils municipaux peuvent voter des majorations d'indemnités de fonction dans les limites prévues par l'article [L. 2123-23](#), par le I de l'article L. 2123-24 et par les I et III de l'article L. 2123-24-1. Sont concernées par ces majorations :

1° les communes chefs-lieux de département et d'arrondissement ainsi que les communes sièges du bureau centralisateur du canton ou qui avaient la qualité de chef-lieu de canton avant la modification des limites territoriales des cantons prévues en application de la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral ;

2° les communes sinistrées ;

3° les communes classées stations de tourisme au sens de la [sous-section 2](#) de la section 2 du chapitre III du titre III du livre Ier du code du tourisme ;

4° les communes dont la population, depuis le dernier recensement, a augmenté à la suite de la mise en route de travaux publics d'intérêt national tels que les travaux d'électrification ;

5° les communes qui, au cours de l'un au moins des trois exercices précédents, ont été attributaires de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale prévue aux [articles L. 2334-15 à L. 2334-18-4](#).

L'application de majorations aux indemnités de fonction fait l'objet d'un vote distinct. Le Conseil municipal vote, dans un premier temps, le montant des indemnités de fonction, dans le respect de l'enveloppe indemnitaire globale définie au II de l'article L. 2123-24. Dans un second temps, il se prononce sur les majorations prévues au premier alinéa du présent article, sur la base des indemnités votées après répartition de l'enveloppe. Ces deux décisions peuvent intervenir au cours de la même séance.

Dans le cadre de ce rapport, je vous propose de voter les majorations des indemnités de fonctions prévues par le code général des collectivités territoriales, avec les nouveaux montants, suite à l'attribution d'une indemnité à madame de Brito

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu les articles L.2123-20 à L.2123-24-1 du CGCT,
Vu le décret n°82-1105 du 23 décembre 1982 relatif aux indices de la fonction publique,
Vu le procès-verbal d'installation du Conseil municipal en date du 25 mai 2020 constatant l'élection du Maire et de huit adjoints au Maire,
Vu les arrêtés municipaux du 26 mai 2020 portant délégation de fonctions aux adjoints,
Vu l'arrêté municipal du 20 janvier 2022 portant délégation de fonction à madame de Brito,
Vu le vote des taux d'indemnités des adjoints et conseillers municipaux délégués,

Considérant que la commune est siège du bureau centralisateur du canton,

Considérant que la commune est classée station de tourisme au sens du code du tourisme,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide et avec effet au 1^{er} mai 2022 :

- Que la commune étant siège du bureau centralisateur du canton et classée station de tourisme, les indemnités réellement octroyées aux élus titulaires d'une indemnité de fonction sont majorées de 15 % et 50 %,
- Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget. »

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité. Madame de Brito n'a pas participé au vote.

Objet : 20/2022 – Cession d'une parcelle communale

Madame le Maire présente le rapport suivant :

« La commune a été saisie d'une demande de cession d'une parcelle communale située en bordure de l'Avance, rue du Souvenir Français, cadastrée section AD n°528p et d'une contenance de 110 m².

Le porteur de projet, monsieur Lassalle, souhaite réaliser à cet endroit un captage d'eau, afin d'alimenter plus loin en aval une turbine hydro-électrique pour produire de l'électricité.

La parcelle sollicitée, de taille modeste et enclavée, ne présente aucun enjeu particulier pour la commune. Sa cession pour un projet de réelle portée sur le plan environnemental ne soulève aucune difficulté particulière.

Il est à noter que cette parcelle peut néanmoins offrir un accès facilité au pont de la rue du Souvenir Français situé à proximité. Je vous propose donc de réserver un avis favorable à cette demande de cession, tout en la conditionnant à la création d'une servitude de passage, afin de pouvoir assurer une éventuelle maintenance de l'ouvrage d'art.

Le service de publicité foncière de la direction générale des finances publiques a estimé le prix de la parcelle à 1 100 euros nets vendeur.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu l'estimation du service de la publicité foncière,
Considérant la demande de monsieur Philippe Lassalle,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- De céder à monsieur Philippe Lassalle ou toute personne morale s'y substituant, une parcelle communale de 110 m², cadastrée section AD n°528p, pour un prix de 1 100 euros nets vendeur,
- De prévoir que les frais notariés et de géomètre seront à la charge de l'acquéreur,
- D'autoriser madame le Maire à signer tous documents afférents. »

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : 21/2022 – Cession d'une parcelle communale

Monsieur Lafargue présente le rapport suivant :

« La majorité municipale soutient de manière constante les projets de production d'énergie renouvelable. L'ancienne décharge de la Sansuère a été une des premières en France à avoir été transformée en centrale photovoltaïque après sa réhabilitation.

Dans ce contexte, la commune s'est rapprochée de TE 47, via sa société d'économie mixte Avergies, pour le développement d'ombrières de parkings et de toitures solaires photovoltaïques. TE 47 a en effet souhaité accompagner ses communes membres dans leur démarche de transition énergétique.

Après analyse, un site municipal a été jugé susceptible d'accueillir un équipement photovoltaïque de façon efficace et pertinente. Le projet consisterait à réaliser des ombrières photovoltaïques sur le parking de la deuxième plage de la base de loisirs de Clarens. Il n'existe actuellement aucune ombre sur ce parking, ce qui freine son utilisation par les usagers du lac. Grâce au dénivelé de la plage existante, les ombrières ne seraient pas visibles d'en face.

Conformément aux dispositions des articles L.2122-1 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques (CG3P) et afin d'assurer la transparence et l'égalité de traitement des candidats potentiels à l'occupation du domaine public de la commune pour l'exercice d'activités économiques, il convient de procéder à une publicité préalable.

Madame le Maire propose de donner un accord de principe pour l'étude d'implantation de cette ombrière.

Madame le Maire propose d'approuver la délibération suivante :

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte,
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code général de la propriété des personnes publiques,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- D'approuver le principe d'implantation d'une ombrière solaire photovoltaïque sur le parking de la deuxième plage de la base de loisirs de Clarens,
- D'autoriser madame le Maire à conduire une procédure de sélection préalable à la délivrance d'un titre d'occupation temporaire du domaine public, en application de l'article L.2122-1-1 du CG3P ».

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : 22/2022 – Demande de dénomination en commune touristique

Madame le Maire résume le rapport suivant :

« La loi n°2006-437 du 14 avril 2006 définit à l'article L.133-11 du code du tourisme les communes touristiques. Le texte législatif dispose que *« les communes qui mettent en œuvre une politique du tourisme et qui offrent des capacités d'hébergement pour l'accueil d'une population non résidente, ainsi que celles qui bénéficient au titre du tourisme, dans les conditions visées au deuxième alinéa du II de l'article L.2334-7 du code général des collectivités territoriales, de la dotation supplémentaire ou de la dotation particulière identifiées au sein de la part forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement, peuvent être dénommées communes touristiques »*.

La mise en œuvre d'une politique du tourisme et les capacités d'hébergement sont analysées par les services de l'Etat sur la base d'un dossier comprenant des critères précis.

L'article R.133-34 du code du tourisme précise que la délibération sollicitant la dénomination de commune touristique, accompagnée du dossier de demande est adressée par le maire au préfet. Si le dossier est recevable, la dénomination est prise par arrêté préfectoral pour une durée de cinq ans.

En conséquence, je vous propose de solliciter la dénomination de commune touristique auprès de monsieur le Préfet de Lot-et-Garonne et de lui transmettre le dossier prévu au décret n°2008-884.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code du tourisme, notamment son article L.133-11,
Vu le décret n°2008-884 du 2 septembre 2008 relatif aux communes touristiques et aux stations classées de tourisme, notamment son article 1,
Vu le classement de l'office de tourisme par arrêté préfectoral du 23 mars 2016,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- D'autoriser madame le Maire à solliciter la dénomination de commune touristique, selon la procédure prévue à l'article 1 du décret n°2008-884. »

Madame Costa demande ce que cette dénomination apporte à la commune.

Madame le Maire répond qu'il s'agit d'un passage obligé pour demander le renouvellement du classement de la commune en « station de tourisme ».

Objet : N° 023/2022 – Demandes de subventions dans le cadre du plan de soutien au milieu associatif

Monsieur Ducasse présente le rapport suivant :

« Depuis la réunion du Conseil municipal du 5 juillet 2017, la commune poursuit un programme de soutien renforcé aux associations.

Les règles de ce soutien sont consignées dans un règlement d'attribution des subventions qui pose un cadre unique, explicite et clairement défini.

Sur le fondement de ce règlement et des critères d'attribution qui y sont définis, une commission ad hoc s'est réunie. Après avoir délibéré et analysé l'ensemble des éléments portés à sa connaissance, elle a fait les propositions de subventions suivantes :

Association	Niveau sportif	Budget total de fonctionnement	Montant de la subvention sollicité	Montant de subvention de fonctionnement proposé pour l'année 2022
USC rugby	5 ^{ème} club élite du département	365 000	60 000	60 000
Cyclo club casteljalousain	Régional	61 000	3 000	3 000
Tennis club de Casteljaloux	Niveau départemental	22 179	5 000	1 500
Handball club de Casteljaloux	Niveau départemental	23 000	10 000	10 000
Football club casteljalousain		14 720	6 000	6 000
Aikido		2 312	300	300
Judo club			1 500	1 500
Les pêcheurs de l'Avance		28 837	800	800
Le cabanon de la piscine		11 711	500	500

Pétanque casteljalousaine		2 774	2 000	1 000
Rando Castel		50 108	1 000	800
Rando de l'Avance		41 750	800	800
Les Joyeux retraités		20 373	1 000	500
Société de chasse			1 550	1 550
Coopérative scolaire maternelle			400	400
ARAC			100	100
CATM			160	160
ANACR			100	100
Le Souvenir Français			100	100
Médaillés militaires			100	100
UFAC			210	210
ULAC			100	100
ADMR			300	300
UNA		952 495	5 000	5 000
Mutilés du travail (FNATH)		2 165	300	300
Amicale laïque		12 379	4 000	4 000
Castel FM		134 191	3 000	3 000
Ciné 2000			18 000	18 000
Western dance		3 682	500	300
Chœur en harmonie		700	500	300
La Grand rue du GEM		4 637	400	400

Les vieux moteurs gascons		6 035	1 500	500
Mission locale de la Moyenne Garonne			22 000	22 000
Association climatologique de la moyenne Garonne			200	200
Chrysalides 47		25 347	500	500
Foyer socio-éducatif collège J. Rostand			600	600
Association du golf			1 500	1 500
Club hippique			1 500	1 500
Les Z'Anim J			2 845	2 845

Conformément au décret n° 2001-495 du 6 juin 2001, les subventions votées d'un montant supérieur à 23 000 euros doivent faire l'objet d'une convention d'objectif.

C'est le cas de l'Union sportive de Casteljaloux rugby (USC). Je vous propose donc d'adopter les conventions afférentes en annexe.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le règlement d'attribution des subventions aux associations adopté le 5 juillet 2017,
Vu l'examen des demandes opéré par la commission prévue à cet effet,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- d'octroyer les subventions de fonctionnement proposées au rapport,
- d'adopter la convention d'objectifs jointe en annexe et d'autoriser madame le Maire à la signer avec l'USC. »

Madame le Maire rappelle qu'il s'agit bien de subventions de fonctionnement et pas exceptionnelles.

En l'absence de questions, la délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité. Les élus membres d'associations n'ont pas participé au vote de l'aide à l'association dont ils sont membres.

VI – QUESTIONS DIVERSES

Commune de Casteljaloux
Procès-verbal de séance du 07 avril 2022

2022/044

Monsieur Lajus soulève une question concernant l'association 2LMC. Elle a fait une demande de subvention exceptionnelle et monsieur Lajus souhaiterait que ce soit inscrit au prochain ordre du jour.

Madame le Maire déclare qu'elle était persuadée que monsieur Lajus allait poser cette question. Elle espère que cette demande n'est pas liée au fait que l'un des membres de cette association était l'ancienne directrice de campagne municipale de monsieur Lajus, car ce serait inapproprié. Madame le Maire explique qu'elle a reçu cette demande de subvention, avec le dossier afférent, la veille à 23h40, avec une demande de présenter ce dossier au Conseil municipal de ce jour. L'interlocuteur a été reçu par madame Montigny-Capes le vendredi précédent. L'ordre du jour du Conseil municipal avait déjà été envoyé. Madame le Maire n'avait elle-même pas encore été saisie. Par ailleurs, monsieur Lajus parle d'association, mais il s'agit aussi d'une SAS (société par actions simplifiée). Elle a répondu à son interlocuteur que sa demande pour le lendemain était un peu tardive, alors qu'il connaît pourtant le fonctionnement d'une collectivité. Le règlement municipal d'attribution prévoit que les demandes doivent être présentées avant la fin du mois de janvier. Donc réglementairement parlant, il était impossible de soumettre ce dossier au Conseil municipal de ce jour. En outre, dans le dossier de demande, il est prévu une recette de 6000 euros de la communauté de communes, alors que cette dernière n'intervient pas en fonctionnement, mais juste en investissement. Elle ajoute que cette demande n'a pas du tout été abordée en bureau communautaire. Il a été demandé également à madame le Maire un soutien pour l'organisation de l'événement. Elle a répondu que cette demande serait traitée en bureau municipal et avec l'aide de la commission ad hoc, comme cela se pratique pour toutes les demandes émanant des associations. Elle répète qu'il était donc impossible de présenter cette demande ce jour au Conseil municipal. Ceci aurait pu être présenté plus tôt, car le rendez-vous avec madame Montigny-Capes s'est déroulé le 1^{er} avril. Il a été répondu à madame le Maire par l'association que si la demande avait été si tardive, c'est en raison de l'attente de la levée des mesures sanitaires au 14 mars. Néanmoins la demande aurait pu être présentée avant le 6 avril. Une réponse sera donc apportée après réunion du bureau.

Monsieur Lajus demande s'il est néanmoins possible de se prononcer sur le fait de se positionner sur deux sites, place du Roy et place de la mairie.

Madame le Maire répond qu'elle a indiqué à l'association qu'elle est dans l'incapacité de répondre de manière immédiate, car elle doit en parler aux services techniques et à la police municipale, pour voir si c'est faisable au regard des travaux d'aménagement urbains en cours. Ces travaux doivent s'achever au mois de juin, mais on ne connaît pas encore le jour exact. Deux parking neutralisés pénaliseraient fortement le stationnement dans le bourg. Par ailleurs la fête de la musique aura lieu un mardi, qui est également le jour de marché. Or la scène doit être montée avant 17 h. Madame le Maire ajoute qu'aucun refus n'a été opposé, contrairement à certaines allusions dans le dernier mail reçu. Elle rappelle que le travail est habituellement collaboratif avec les associations.

Monsieur Lajus demande s'il y aura une réponse pour le prochain Conseil municipal.

Madame le Maire répond qu'elle parviendra peut-être avant. Les personnes concernées seront informées de la décision à la fois du point de vue logistique et technique, et du point de vue financier. Encore une fois, madame le Maire explique qu'elle ne sait pas si c'est la société ou l'association qui demande une subvention. Cette question sera examinée et peut-être recevront-ils une réponse en amont du Conseil municipal, après examen collégial de la demande. Pour la partie logistique, la réponse pourra être très rapide. Elle leur avait déjà répondu tout cela et regrette qu'ils n'en aient pas tenu monsieur Lajus informé.

Avant la levée de la séance, madame de Brito remercie l'assemblée pour la confiance qui lui a été accordée.

En l'absence d'autres questions, madame le Maire lève la séance à 20 heures.

Le Secrétaire de séance,

Madame le Maire,

 Mme CASTILLO	Mme GIRARD	M. MARQUET	Mme MONTIGNY- CAPES	Mme ARMELLINI
M. LAFARGUE	Mme DA COSTA FREITAS	M. GARBAY	Mme DE BRITO	M. REMAUT
Mme COSTA	M. DUBOUILH	M. PAGA	Mme SAUX	Mme TAUZIN
M. VERWEIRE	Mme VENUTO	M. LAJUS		